



HAL
open science

Quatre questions sur le Brexit

Christian Lequesne

► **To cite this version:**

| Christian Lequesne. Quatre questions sur le Brexit. 2019. hal-03392150

HAL Id: hal-03392150

<https://sciencespo.hal.science/hal-03392150>

Submitted on 29 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

QUATRE QUESTIONS SUR LE BREXIT

Entretien avec Christian Lequesne, Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po/CNRS

Les Entretiens du CERI, 15 mars 2019, propos recueillis par Corinne Deloy

A quelques jours de l'échéance du 29 mars, [Christian Lequesne](#) nous parle du *Brexit*

Comment expliquer que les Britanniques, ou devrais-je dire les Anglais, se replient sur leur passé glorieux et aillent ainsi à contre-courant de l'évolution du monde, et que les Conservateurs se fassent défenseurs de la souveraineté nationale au détriment du libéralisme économique qu'ils ont toujours incarné ?

Christian Lequesne : Il faut inscrire ce phénomène dans le temps long. Il n'y a jamais eu en Grande-Bretagne une vraie adhésion de conviction à l'idée d'une Europe sans cesse plus étroite (*an ever closer Union*). L'euroscpticisme idéologique des Conservateurs est un phénomène qui émerge dans les années 1980 et qui prend de l'ampleur sous l'effet de plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'idéologie économique néolibérale qui considère que le projet européen doit se limiter à celui d'un marché. Il explique que Margaret Thatcher ait joué à fond le jeu de la création d'un grand marché intérieur. Cependant, aller au-delà du marché n'a jamais eu aucun sens pour les néolibéraux du Parti conservateur, le marché étant le vecteur de la politique. D'où cette idée que l'Europe est une entité trop régulée par des institutions. Nous sommes ici devant l'exact opposé de l'euroscpticisme de gauche que l'on trouve en France.

Le deuxième facteur est la montée d'un nationalisme anglais à partir du milieu des années 1990 en opposition à la décentralisation (*devolution*) et les pouvoirs accrus accordés à l'Irlande du Nord et à l'Ecosse. L'establishment conservateur anglais a été tenté de réaffirmer un nationalisme anglais en mettant en avant que l'Angleterre a inventé le parlementarisme, l'habeas corpus, etc., mais aussi qu'elle a toujours eu

le contrôle de son destin.

Le troisième facteur est l'immigration centre-européenne et balte qui a débuté en 2004 et qui a commencé à faire l'objet de critiques dans la société et a été exploité par l'UKIP, parti à la droite du Parti conservateur, ainsi que la crise de la zone euro de 2009 qui a délégitimé le projet européen en Grande-Bretagne. D'où cette idée de certains Conservateurs qu'il fallait « reprendre le contrôle » et leur interrogation sur la nécessité pour Londres de rester dans l'UE ou pas. Certains comme David Cameron voulaient y rester de manière minimale quand d'autres étaient favorables au *Brexit*. Ce sont eux qui ont gagné le référendum de juin 2016.

Vous avez écrit : « Une bonne partie des élites conservatrices britanniques vit hélas dans un monde qui ne correspond plus à la réalité ». Pouvez-vous développer un peu plus votre idée ? Est-ce-à dire qu'une idéologie nationaliste a perverti une classe dirigeante jusqu'alors réputée pour son pragmatisme ? Comment peut-on l'expliquer ?

Christian Lequesne : Je pense en effet qu'une partie de l'establishment conservateur britannique ne peut pas admettre que la Grande-Bretagne est devenue, comme la France et l'Allemagne d'ailleurs, une puissance moyenne à l'échelle du monde. Les Conservateurs sont crispés sur les symboles glorieux du passé (l'Empire, l'invention du parlementarisme) et ils considèrent de manière défensive tout ce qui pourrait remettre en cause l'image de la grandeur du pays. Ils font penser aux gaullistes orthodoxes qui ont existé jusque dans la France des années 1990. Ils sont très idéologiques dans leur approche de la Grande-Bretagne par rapport au reste du monde, convaincus que leur pays peut affronter le monde seul.

Ils n'ont strictement rien à faire du pragmatisme économique, ce qui est intéressant à étudier car le Parti conservateur britannique a toujours eu l'habitude d'écouter les milieux d'affaires, qui, dans leur ensemble, sont opposés au *Brexit*. Or aujourd'hui, ce n'est plus le cas pour une partie des Conservateurs. La façon dont certains *hard Brexiters* du Parti conservateur vous expliquent que la Grande-Bretagne va sortir de l'Union européenne pour renégocier, en tant que membre indépendant

de l'OMC, des accords plus favorables avec l'Inde, la Chine et le Brésil est très révélatrice de la surestimation de leur propre pays. S'appuyant sur un passé glorieux mais aussi sur l'image d'une Grande-Bretagne résistante (Hitler n'a jamais pu envahir le pays), ils sont convaincus cette dernière ne peut exister vraiment que si elle agit seule. D'où cette idée que l'Union européenne empêche la Grande-Bretagne d'être vraiment ce qu'elle est et cette rhétorique, présente dans tout le débat du *Brexit*, sur « la reprise du contrôle ».

Qu'en sera-t-il selon vous de la situation à la frontière entre les deux parties de l'Irlande ? Le rétablissement d'une frontière plus hermétique peut-il mettre en péril l'avenir des accords de paix signés en 1998 ?

Christian Lequesne : Si les Britanniques n'acceptent pas de compromis sur l'union douanière, il sera forcément nécessaire de rétablir une frontière entre les deux Irlande. Les Vingt-sept ne cessent de le dire depuis le début des négociations, mais les *Brexiters* les plus durs ne veulent pas l'entendre, tout comme les unionistes nord-irlandais (Parti unioniste démocrate, DUP) dont Theresa May a eu besoin pour assurer une majorité à la Chambre des Communes. Je n'ose pas dire qu'elle en a encore besoin, car la Premier Ministre n'a plus véritablement de majorité aux Communes, comme l'ont montré les deux votes de rejet de l'accord de sortie de l'Union européenne.

Le rétablissement d'une frontière compromet en effet l'idée forte qui sous-tendait les accords du Vendredi Saint (1998) : le retour à la paix avec l'idée d'une fluidité des mouvements entre les deux parties de l'Irlande. Les Conservateurs anglais, et cela est intéressant, ont totalement sous-estimé ce problème parce que pour eux l'Irlande n'est pas le cœur de leur pensée politique. Je crois cependant que personne en Irlande ne souhaite un retour de la violence. Les Irlandais des deux côtés ont assez souffert pendant trente ans. Ce qu'il se passe donne néanmoins au parti nationaliste Sinn Fein l'occasion de dire : « Réunifions les deux parties ». Tout cela pourrait mener à de nouvelles tensions politiques, clairement exacerbées par le *Brexit*.

*Enfin, un peu de prospective, quel avenir voyez-vous à chacun des deux « grands » partis politiques britanniques à l'issue du **Brexit** ?*

Christian Lequesne : La profonde division qu'a produit le *Brexit* au sein du Parti conservateur mais aussi du Parti travailliste laissera des traces et empêchera ces deux formations de présenter des programmes vraiment novateurs et tournés vers l'avenir. Si le *Brexit* a véritablement lieu (ce que personne ne sait au moment où nous parlons), peut être le Parti conservateur aura-t-il une capacité à se remettre en marche supérieure au Parti travailliste. Le réflexe de survie institutionnel est élevé chez les Conservateurs, bien que le *Brexit* ait généré de très profondes divisions. Mais les Travaillistes sont écartelés entre Corbyn, un dirigeant de la vieille gauche favorable au Brexit, accusé d'être antisémite et ne possédant pas d'autre programme que la rhétorique de l'indignation contre le capitalisme, et des députés aux Communes qui continuent pour une bonne part d'assumer l'héritage du blairisme et sont opposés au *Brexit*. Les proches de Corbyn contrôlent cependant les comités du parti. Je me demande si les Travaillistes ne sont pas dans une plus mauvaise posture encore que les Conservateurs.

Propos recueillis par Corinne Deloy